

ASSOCIATIONS

DOSSIER DE DEMANDE DE SUBVENTION

Nom de l'association :

Année :

Veillez cocher la case qui correspond à votre situation :

Première demande de subvention

Renouvellement d'une demande de subvention

Loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations art. 9-1
et 10 Décret n° 2016-1971 du 28 décembre 2016



INFORMATIONS PRATIQUES

CE FORMULAIRE PEUT ÊTRE ENREGISTRÉ SUR UN ORDINATEUR OU TOUT AUTRE SUPPORT (CLÉ USB, ETC.) POUR LE REMPLIR À VOTRE CONVENANCE, LE CONSERVER, LE TRANSMETTRE, ETC. PUIS L'IMPRIMER, SI NÉCESSAIRE.

UNE NOTICE N° 51781#04 EST DISPONIBLE POUR VOUS ACCOMPAGNER DANS VOTRE DÉMARCHÉ DE DEMANDE DE SUBVENTION.

RAPPEL : UN COMPTE RENDU FINANCIER DOIT ÊTRE DÉPOSÉ AUPRÈS DE L'AUTORITÉ ADMINISTRATIVE QUI A VERSÉ LA SUBVENTION DANS LES SIX MOIS SUIVANT LA FIN DE L'EXERCICE POUR LEQUEL ELLE A ÉTÉ ATTRIBUÉE.

REMARQUE :

POUR TOUTE DEMANDE DE PROJET SUPPLÉMENTAIRE, VEUILLEZ REMPLIR LE DOCUMENT "DEMANDE DE PROJET SUPPLÉMENTAIRE".

PRÉSENTATION DU DOSSIER À REMPLIR :

1 - Présentation de l'association

2 - Budget de l'association

3 - Projet : Objet de la demande

4 - Budget du projet

5 - Attestation sur l'honneur

6 - Informations annexes

COCHER LA OU LES CASES(S) CORRESPONDANT À VOTRE DEMANDE :

OBJET
<input type="checkbox"/> Fonctionnement
<input type="checkbox"/> Ciblé
<input type="checkbox"/> Évènementiel / Manifestation
<input type="checkbox"/> Autre :

1 - PRÉSENTATION DE L'ASSOCIATION

1.1 NOM - DÉNOMINATION :

SIGLE DE L'ASSOCIATION

SITE WEB :

1.2 NUMÉRO DE SIRET : _____

1.3 NUMÉRO RNA OU À DÉFAUT CELUI DU RÉCÉPISSÉ EN PRÉFECTURE : _____

(si vous ne disposez pas de ces numéros, voir la notice)

1.4 NUMÉRO D'INSCRIPTION AU REGISTRE (article 55 du code civil local) : _____

DATE : ___ / ___ / _____ VOLUME : FOLIO : TRIBUNALE D'INSTANCE :

1.5 ADRESSE DU SIÈGE SOCIAL :

CODE POSTAL : COMMUNE :

COMMUNE DÉLÉGUÉE LE CAS ÉCHÉANT:

1.5.1 ADRESSE DE GESTION OU DE CORRESPONDANCE (SI DIFFÉRENTE) :

CODE POSTAL : COMMUNE :

COMMUNE DÉLÉGUÉE LE CAS ÉCHÉANT:

1.6 REPRÉSENTANT LÉGAL (Personne désignée par les statut) :

NOM : PRÉNOM :

FONCTION :

TÉLÉPHONE : COURRIEL :

1.7 IDENTIFICATION DE LA PERSONNE CHARGÉE DE LA PRÉSENTE DEMANDE DE SUBVENTION :

(Si différente du représentant légal) :

NOM : PRÉNOM :

FONCTION : Président Vice Président Trésorier Trésorier Adjoint Secrétaire Secrétaire Adjoint

TÉLÉPHONE : COURRIEL :

1 - PRÉSENTATION DE L'ASSOCIATION (SUITE)

D RENSEIGNEMENTS JURIDIQUES, COMPTABLES ET FINANCIERS

VOTRE ASSOCIATION BÉNÉFICIE-T-ELLE D'AGRÉMENT(S) ADMINISTRATIF(S) ? OUI NON

SI OUI, MERCI DE PRÉCISER :

Type d'agrément :

Attribué par :

En date du :

L'ASSOCIATION EST-ELLE RECONNUE D'UTILITÉ PUBLIQUE ? OUI NON

SI OUI, DATE DE PUBLICATION AU JOURNAL OFFICIEL : ___ / ___ / _____

L'ASSOCIATION EST-ELLE ASSUJETTIE AUX IMPÔTS COMMERCIAUX ? OUI NON

A QUEL RÉSEAU, UNION OU FÉDÉRATION, L'ASSOCIATION EST-ELLE AFFILIÉE ?

(Indiquer le nom complet, ne pas utiliser de sigle)

NOMBRE D'ADHÉRENTS DE L'ASSOCIATION :

(à jour de la cotisation statutaire au 31 décembre de l'année écoulée)

L'ASSOCIATION A-T-ELLE DES ADHÉRENTS PERSONNES MORALES ? NON OUI

SI OUI, LESQUELLES ?

ASSOCIATION SPORTIVE AGRÉÉE OU AFFILIÉE À UNE FÉDÉRATION AGRÉÉE : OUI

1 - PRÉSENTATION DE L'ASSOCIATION (SUITE)

II) RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES RESSOURCES HUMAINES

MOYENS HUMAINS DE L'ASSOCIATION (AU 31 DÉCEMBRE DE L'ANNÉE ÉCOULÉE)

	Salariés en CDI	Salariés en CDD	Personnels mis à disposition	Administrateurs	Volontaires*	TOTAL
Nombres de personnes						
Dont salariés à Temps Plein						
Dont salariés à Temps partiel						
(préciser ½ temps, 1/3 temps....)						
Nombres d'emplois aidés						

CUMUL DES CINQ SALAIRES ANNUELS BRUTS LES PLUS ÉLEVÉS : EUROS

PRÉVOYEZ-VOUS DES EMBAUCHES ? OUI NON

Si oui, dans quels délais et pour quel type de poste (qualification, nombre, rémunération...) :

LES ADMINISTRATEURS SONT-ILS REMBOURSÉS DE CERTAINS FRAIS ? OUI NON

Si oui, lesquels ?

Selon quelle méthode ?

LES BÉNÉVOLES LE SONT-ILS ? OUI NON

Si oui, lesquels ?

Selon quelle méthode ?

*Volontaire : personne engagée pour une mission d'intérêt général par un contrat spécifique (par ex. Service civique)

1 - PRÉSENTATION DE L'ASSOCIATION (SUITE)

III) L'ACTIVITÉ

QUELLES SONT LES OBJECTIFS GÉNÉRAUX DE VOTRE ASSOCIATION ?

QUEL EST LE CONTENU DES MISSIONS QU'ELLE RÉALISE ?

QUELS SONT LES PUBLICS CIBLES ?

QUEL EST LE NOMBRE DE PERSONNES BÉNÉFICIAIRES DE VOS ACTIONS ?

ZONE GÉOGRAPHIQUE OU TERRITOIRE DE RÉALISATION DE VOS MISSIONS ?

VOS ACTIVITÉS CONTRIBUENT-ELLES AUX ANIMATIONS SUR LE LITTORAL DU SIDF ?

QUELS SONT LES FAITS MARQUANTS DU DERNIER RAPPORT D'ACTIVITÉ ?

QUELS SONT LES INDICATEURS ET LES MÉTHODES D'ÉVALUATION DES MISSIONS RÉALISÉES ?

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES ÉVENTUELLES ?

2 - BUDGET¹ DE L'ASSOCIATION

ANNÉE ____ OU EXERCICE DU __/__/____ AU __/__/____

CHARGES	MONTANT	PRODUITS	MONTANT
60 - Achats		70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Achats matières et fournitures		73 - Concours publics	
Autres fournitures		74 - Subventions d'exploitation	
		Syndicat Intercommunal des Dunes de Flandre	
61 - Services Extérieurs		Communes	
Locations			
Entretien et réparation			
Assurance		Communautés de communes ou d'agglomérations :	
Documentation		Conseil-s Départemental(aux) :	
62 - Autres services extérieurs		Conseil-s Régional(aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires			
Publicité, publication		Agence nationale du sport	
Déplacements, missions		Autres :	
Services bancaires, autres			
63 - Impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
Impôts et taxes sur rémunération		Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Autres impôts et taxes		L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
64 - Charges de personnel		Autres établissements publics	
Rémunération des personnels		Aides privées (fondation)	
Charges sociales		75 - Autres produits de gestion courante	
Autres charges de personnel		756. Cotisations	
65 - Autres charges de gestion courante		758. Dons manuels - Mécénat - Sponsoring	
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements		78 - Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	
69 - Impôt sur les bénéficiaires; Participation des salariés		79 - Transfert et charges	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE (CVN)			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860 - Secours en nature		870 - Dons en nature	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel Bénévole		875 - Bénévolat	
TOTAL DONT CVN		TOTAL DONT CVN	

1 - NE PAS INDIQUER LES CENTIMES D'EUROS.

3 - PROJET - OBJET DE LA DEMANDE

PROJET N° _____

INTITULÉ :

OBJECTIFS :

DESCRIPTION :

BÉNÉFICIAIRES : caractéristiques sociales, dans le respect des valeurs d'égalité et de fraternité de la République (ouverture à tous, mixité, égalité femmes-hommes, non-discrimination), nombre, âge, sexe, résidence, participation financière éventuelle, etc.

MOYENS MATÉRIELS ET HUMAINS (aides indirectes) :

Demande d'équipement pour une manifestation (Cette fiche est à déposer un mois avant la manifestation)	
Date de la manifestation : __ / __ / ____	
Date de début : __ / __ / ____ Date de fin : __ / __ / ____	Horaire de la manifestation : Début : __ h __ Fin : __ h __
Nombre de personnes attendues :	

3 - PROJET - OBJET DE LA DEMANDE (SUITE)

	Nombre de personnes	Nombre en ETPT
Bénévoles participants activement au projet		
Salariés :		
Dont en CDI		
Dont en CDD		
Dont emplois aidés ²		
Volontaires (services civiques...)		

EST-IL ENVISAGÉ DE PROCÉDER À UN (OU DES) RECRUTEMENT(S) POUR LA MISE EN OEUVRE DU PROJET ?

NON OUI SI OUI, COMBIEN (EN ETPT) :

SITE, LIEU OU ÉQUIPEMENT :

COMMUNE :

AUTRES :

MISE À DISPOSITION DE MATÉRIEL :

2 - SONT COMPTABILISÉS ICI COMME EMPLOIS AIDÉS TOUS LES POSTES POUR LESQUELS L'ORGANISME BÉNÉFICIE D'AIDES PUBLIQUES : CONTRATS D'AVENIR, CONTRATS UNIQUES D'INSERTION, CONVENTIONS ADULTE-RELAIS, EMPLOIS TREMPIN, POSTES FONJEP, ETC.

PROJET N° _____

4 - BUDGET³ DU PROJET

ANNÉE _____ OU EXERCICE DU ____/____/____ AU ____/____/____

CHARGES	MONTANT	PRODUITS	MONTANT
60 - Achats		70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Achats matières et fournitures		73 - Concours publics	
Autres fournitures		74 - Subventions d'exploitation	
		Syndicat Intercommunal des Dunes de Flandre	
61 - Services Extérieurs		Communes	
Locations			
Entretien et réparation			
Assurance		Communautés de communes ou d'agglomérations :	
Documentation		Conseil-s Départemental(aux) :	
62 - Autres services extérieurs		Conseil-s Régional(aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires			
Publicité, publication		Agence nationale du sport	
Déplacements, missions		Autres :	
Services bancaires, autres			
63 - Impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
Impôts et taxes sur rémunération		Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Autres impôts et taxes		L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
64 - Charges de personnel		Autres établissements publics	
Rémunération des personnels		Aides privées (fondation)	
Charges sociales		75 - Autres produits de gestion courante	
Autres charges de personnel		756. Cotisations	
65 - Autres charges de gestion courante		758. Dons manuels - Mécénat - Sponsoring	
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements		78 - Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	
69 - Impôt sur les bénéfices; Participation des salariés		79 - Transfert et charges	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE (CVN)			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860 - Secours en nature		870 - Dons en nature	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel Bénévole		875 - Bénévolat	
TOTAL DONT CVN		TOTAL DONT CVN	

5 - ATTESTATIONS SUR L'HONNEUR

LE DROIT D'ACCÈS AUX INFORMATIONS PRÉVUES PAR LA LOI N° 78-17 DU 6 JANVIER 1978 RELATIVE À L'INFORMATIQUE, AUX FICHIERS ET AUX LIBERTÉS S'EXERCE AUPRÈS DU SERVICE OU DE L'ÉTABLISSEMENT AUPRÈS DUQUEL VOUS DÉPOSEZ CETTE DEMANDE.

JE SOUSSIGNÉ(E), (NOM ET PRÉNOM) REPRÉSENTANT(E) LÉGAL(E) DE L'ASSOCIATION

SI LE SIGNATAIRE N'EST PAS LE REPRÉSENTANT STATUTAIRE OU LÉGAL DE L'ASSOCIATION, JOINDRE LE POUVOIR OU MANDAT (PORTANT LES 2 SIGNATURES - CELLE DU REPRÉSENTANT LÉGAL ET CELLE DE LA PERSONNE QUI VA LE REPRÉSENTER -) LUI PERMETTANT D'ENGAGER CELLE-CI .

DÉCLARE :

- QUE L'ASSOCIATION EST À JOUR DE SES OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES,⁴ COMPTABLES, SOCIALES ET FISCALES (DÉCLARATIONS ET PAIEMENTS CORRESPONDANTS) ;
- EXACTES ET SINCÈRES LES INFORMATIONS DU PRÉSENT FORMULAIRE, NOTAMMENT RELATIVES AUX DEMANDES DE SUBVENTIONS DÉPOSÉES AUPRÈS D'AUTRES FINANCEURS PUBLICS ;
- QUE L'ASSOCIATION RESPECTE LES PRINCIPES ET VALEURS DE LA CHARTE DES ENGAGEMENTS RÉCIPROQUES CONCLUE ENTRE L'ÉTAT, LES ASSOCIATIONS D'ÉLUS TERRITORIAUX ET LE MOUVEMENT ASSOCIATIF, AINSI QUE LES DÉCLINAISONS DE CETTE CHARTE ;
- QUE L'ASSOCIATION A PERÇU UN MONTANT TOTAL ET CUMULÉ D'AIDES PUBLIQUES (SUBVENTIONS FINANCIÈRES - OU EN NUMÉRAIRE- ET EN NATURE) SUR LES TROIS DERNIERS EXERCICES (DONT L'EXERCICE EN COURS)⁵ :

INFÉRIEUR OU ÉGALE À 500 000€
SUPÉRIEUR À 500 000€

- DEMANDER UNE SUBVENTION DE : € AU TITRE DE L'ANNÉE OU EXERCICE

QUE CETTE SUBVENTION, SI ELLE EST ACCORDÉE, SERA VERSÉE AU COMPTE BANCAIRE DE L'ASSOCIATION.

=> JOINDRE UN RIB OU IBAN

FAIT LE __ / __ / ____ À

SIGNATURE (Insérez votre signature en cliquant sur le cadre ci-dessous)

4 - DÉCLARATION DES CHANGEMENTS DE DIRIGEANTS, MODIFICATIONS DE STATUTS, ETC. AUPRÈS DU GREFFE DES ASSOCIATIONS - PRÉFECTURE OU SOUS-PRÉFECTURE.

5 - CONFORMÉMENT À LA CIRCULAIRE DU PREMIER MINISTRE DU 29 SEPTEMBRE 2015, À LA DÉCISION 2012/21/UE DE LA COMMISSION EUROPÉENNE DU 20 DÉCEMBRE 2011 ET AU RÉGLEMENT (UE) NO 360/2012 DE LA COMMISSION DU 25 AVRIL 2012 RELATIF À L'APPLICATION DES ARTICLES 107 ET 108 DU TRAITÉ SUR LE FONCTIONNEMENT DE L'UNION EUROPÉENNE AUX AIDES DE MINIMIS ACCORDÉES À DES ENTREPRISES FOURNISSANT DES SERVICES D'INTÉRÊT ÉCONOMIQUE GÉNÉRAL ET AU RÉGLEMENT (UE) N° 1407/2013 DE LA COMMISSION DU 18 DÉCEMBRE 2013 RELATIF À L'APPLICATION DES ARTICLES 107 ET 108 DU TRAITÉ SUR LE FONCTIONNEMENT DE L'UNION EUROPÉENNE AUX AIDES DE MINIMIS.

6 - INFORMATIONS ANNEXES

RELATIVES AUX SUBVENTIONS DÉJÀ PERÇUES DANS LE CADRE DE LA RÉGLEMENTATION EUROPÉENNE RELATIVE AUX AIDES D'ETAT.

SI, ET SEULEMENT SI, L'ASSOCIATION A DÉJÀ PERÇU AU COURS DES TROIS DERNIERS EXERCICES (DONT L'EXERCICE EN COURS) DES SUBVENTIONS AU TITRE D'UN TEXTE RELEVANT DE LA RÉGLEMENTATION EUROPÉENNE DES AIDES D'ETAT (DE TYPE : "DÉCISION ALMUNIA", "RÈGLEMENT DE MINIMIS", "RÉGIME D'AIDE PRIS SUR LA BASE DU RGEC"...) RENSEIGNER LE TABLEAU CI-DESSOUS :

Date de signature de l'acte d'attribution de la subvention (arrêté, convention)	Année(s) pour laquelle/lesquelles la subvention a été attribuée	"Décision" européenne, "Règlement" ou "régime d'aide", européen à laquelle ou auquel il est fait référence, le cas échéant, sur l'acte d'attribution de la subvention	Autorité publique ayant accordé la subvention	Montant